



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3045

Texte de la question

SAUVETAGE DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Nicolas Sansu, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Nicolas Sansu. Monsieur le Premier ministre, jeudi dernier, la commission de vérité sur la dette grecque a présenté son rapport préliminaire au cours d'une grande conférence organisée au Parlement grec, à laquelle je participais au nom des députés du Front de gauche. Les conclusions sont accablantes, tant il est démontré qu'une grande part de la dette grecque est illégitime, insoutenable, voire illégale et odieuse. En réalité, les créanciers ont fait leur beurre de la misère d'un peuple grec qui s'est vu imposer deux *memoranda* aux conséquences terribles.

Faut-il rappeler qu'en 2010, la BCE a racheté des titres de la dette grecque en dessous de leur valeur pour exiger aujourd'hui leur remboursement sur leur valeur totale ? Faut-il rappeler que le FMI a empoché 2,5 milliards d'euros d'intérêts excessifs sur le dos du peuple grec ? Faut-il rappeler que les échéances de 1,6 milliard au FMI et de 7 milliards à la BCE sont une goutte d'eau face à la richesse de l'Europe, qui est de 10 000 milliards d'euros ? 7 milliards d'euros pour la BCE ! C'est le montant de l'amende payée par BNP-Paribas aux États-Unis – ces États-Unis qui nous espionnent !

Mme Isabelle Attard. Très bien !

M. Nicolas Sansu. La question de la dette grecque n'est donc pas une question financière : c'est une question politique. Allons-nous enfin cesser de sacrifier le bien-être des peuples pour continuer d'engraisser une oligarchie financière qui fait régner la terreur de l'austérité ? Le peuple grec a démocratiquement choisi un chemin différent. Si la « troïka » et les États de la zone euro, au premier rang desquels l'Allemagne, lui tordent le bras gauche jusqu'à le casser, il ne faudra pas s'étonner que seul le bras droit se dresse, jusqu'à l'extrême ! Voilà le résultat de l'intransigeance du FMI, de la BCE et de l'Eurogroupe, intransigeance réaffirmée ce jour !

Monsieur le Premier ministre, la dette est une chose trop importante pour qu'on la laisse aux seuls banquiers et financiers. Appuyez la demande du Parlement grec d'une grande conférence européenne sur la dette associant gouvernements, associations, citoyens et parlementaires pour sortir de cette spirale, restructurer la dette en effaçant une part et remettre l'Europe sur le seul chemin de l'espoir : celui de la démocratie, de la solidarité et de l'écologie ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe écologiste ainsi que sur divers bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics*. Monsieur Sansu, vous êtes par ailleurs gestionnaire d'une collectivité locale : vous savez donc ce qu'est une gestion sérieuse, comme vous la menez à Vierzon, permettant d'honorer ses engagements et d'éviter de pressurer trop ses contribuables.

Je voudrais répéter ici que la question de la dette grecque est importante et qu'elle n'est pas taboue – elle doit être abordée ; mais gardez-vous de l'aborder dans les termes que vous venez d'utiliser car c'est une autre manière de voir, qui n'est pas le reflet de la réalité. Peut-être était-ce le reflet de la réalité il y a dix ans mais aujourd'hui, la dette grecque n'est pas une dette envers les financiers, comme vous l'avez dit, ou envers les banques : les Grecs ne doivent plus rien aux banques ! (*« Bien sûr ! » sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. André Chassaigne. Et pour cause : les banques ont été servies !

M. Michel Sapin, *ministre*. C'est à nous qu'ils doivent, au travers de la Banque centrale européenne – attention à cette illusion : ce n'est pas une banque comme les autres, mais une institution publique dont nous sommes, la France comme les autres, des actionnaires, au bon sens du terme.

M. André Chassaigne. Nous n'avons pas notre mot à dire !

M. Michel Sapin, *ministre*. La Banque centrale européenne est aussi notre banque publique : évitons donc les facilités de langage pour traiter de ce sujet sérieux ! La dette grecque est due à nos contribuables, à l'ensemble des Français, des Britanniques, des Allemands et de tous les Européens, et c'est ainsi que nous devons la traiter.

Je veux rappeler que l'accord global auquel le Président de la République a souhaité qu'il soit donné le plus rapidement possible une réalité porte sur l'équilibre budgétaire, nécessaire en Grèce comme ailleurs, et sur les moyens d'y arriver. Les Grecs devaient faire des propositions : ils ont fait des propositions sérieuses sur la base desquelles nous devons travailler.

Jean-Luc Laurent. La Grèce est réaliste !

M. Michel Sapin, *ministre*. Nous parlerons de l'investissement et de la croissance et nous parlerons également de la dette, parce qu'il est nécessaire de parler aussi de la dette. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Sansu](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3045

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 juin 2015](#)